

Arrêt notifié aux parties par lettre n° 73 et 84 /GC/CPC du 27/2/82

N°15/CA du Répertoire

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

N°83-4/CA du Greffe

COUR POPULAIRE CENTRALE

Arrêt du 30 Septembre 1986

HOUNYOWI Hilaire

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

Université Nationale
du Bénin (U.N.B.)

Vu la requête en date du 3 Janvier 1983, enregistrée sous n°2-0/PCPC du 4 Janvier 1983 par laquelle le nommé HOUNYOWI Hilaire demeurant à Cotonou a introduit un recours tendant à l'annulation pour excès de pouvoir du refus implicite opposé par l'Université Nationale du Bénin de valider, en ce qui le concerne, les résultats de l'examen de passage de la 2^e année en 3^e année des Sciences Economiques de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de ladite Université, aux motifs qu'il ne remplissait pas les conditions d'accès direct en 2^e année d'Université;

Vu la lettre en date du 8 Mars 1983, enregistrée sous n°4/CA/83 du même jour par laquelle le requérant précisait à l'attention de la Cour, qu'il attaquait la décision n° 0736/MESRS/DCM du 24 Février 1983 par laquelle le Ministre de l'Enseignement Supérieur lui refusait le bénéfice d'une équivalence de diplôme qu'il a sollicité;

Vu le mémoire ampliatif du 25 Mai 1983 enregistré sous n°24/CHA du 19 Août 1983;

Vu la communication sous n°189/GC/CPC du 11 Avril 1985 faite au Recteur de l'Université Nationale du Bénin pour ses observations sur la requête et le mémoire ampliatif sus-visés;

Vu la mise en demeure n°482/GC/CPC du 3 Septembre 1985 adressée audit Recteur en lui rappelant les dispositions impératives des articles 148 et 149 de la loi portant Organisation Judiciaire;

Vu la consignation constatée par reçu n°26 du 28 Mars 1983 du Greffe;

Vu toutes les pièces du dossier;

Vu la loi n°81-004 du 23 Mars 1981 portant Organisation Judiciaire;

Où le Président-Rapporteur en son rapport;

...

.../... 81



Regu deux mille francs
FO 76
Enregistré à Cotonou le 49-12-1986
Case 1142
L'Inspecteur de l'Enregistrement



Où l'Avocat Général en ses conclusions;

Après en avoir délibéré conformément à la loi;

EN LA FORME:

Considérant que le nommé HOUNYОВI Hilair a introduit une requête tendant à l'annulation pour excès de pouvoir du refus implicite opposé par l'Université Nationale du Bénin de valider, en ce qui le concerne, les résultats de l'examen de passage de la 2^e année en 3^e année des Sciences Économiques de ladite Université, aux motifs qu'il ne remplissait pas les conditions d'accès en 2^e année d'Université;

Considérant que ledit recours ne comporte aucun moyen de droit;

Considérant qu'aux termes de l'article 164, alinéa 2 de la loi d'Organisation Judiciaire, toute requête doit contenir l'exposé sommaire des faits et moyens ainsi que les conclusions du demandeur;

Considérant en effet que l'absence de moyens de droit rend la requête irrecevable car le Juge Administratif n'est sollicité que pour trancher de la validité juridique d'un acte administratif censé avoir violé la loi;

Considérant qu'il est donc normal que le requérant précise le texte argué d'irrégularité et la manière dont l'Administration s'est rendue coupable de sa violation;

Considérant cependant qu'il ressort du recours que HOUNYОВI reproche à l'Administration Universitaire d'avoir refusé de lui appliquer les mesures dérogatoires qu'elle avait accordées à d'autres étudiants dont il cite les noms;

Considérant qu'un tel argument se réfère en fait au principe de l'égalité des citoyens devant les services publics;

Considérant par ailleurs que l'article 165 laisse au Juge Administratif l'appréciation de la régularité en la forme des recours;

Considérant en conclusion qu'il y a lieu de déclarer recevable en la forme, le recours susvisé de HOUNYОВI Hilair.

AU FOND:

Considérant que malgré rappels et mise en demeure, l'Administration Universitaire n'a jamais répondu aux transmissions de la Cour tendant à recueillir ses observations sur le recours de HOUNYОВI Hilair;

.../... 07

Considérant qu'aux termes de l'article 149 de la loi d'Organisation Judiciaire, l'Administration est censée avoir acquiescé aux faits exposés dans la requête;

Considérant que le silence de l'Administration ne fait pas obstacle à l'examen des moyens résultant de la requête et qu'il échet dès lors d'y passer outre;

Considérant qu'il ressort de l'instruction que le requérant ayant obtenu après deux années d'études, le diplôme d'Adjoint Technique de l'Institut de Statistique, de Planification et d'Economie Appliquée du Cameroun, avait introduit une demande d'équivalence de diplôme en même temps qu'il sollicitait son inscription directement en deuxième année de la Section Economique de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de l'Université Nationale du Bénin;

Considérant qu'ayant reçu son inscription ainsi que sa carte d'étudiant, il s'était présenté à l'examen de passage en 3^e année de ladite Faculté et avait été déclaré admissible;

Considérant qu'à la proclamation des résultats, il constatait avec surprise qu'en face de son nom, l'Administration Universitaire avait porté la mention "cas réservé";

Considérant qu'après réclamation, il recevait une lettre n° 736/MESRS/DGE au 24 Février 1983 lui notifiant une décision du 14 Décembre 1982 par référence à une autre décision du 23 Avril 1981 aux termes desquelles la Commission Universitaire d'Orientation refusait de lui accorder l'équivalence des diplômes et l'autorisait cependant à s'inscrire en 1^{ère} année des Sciences Economiques;

Considérant que s'il est constant que HOUNYOWI Hilaire a déposé à la Direction de la Faculté, un dossier d'équivalence de diplôme, il n'en est pas moins vrai qu'il sollicitait en même temps son inscription à ladite Faculté, sans attendre les résultats de la réunion de la Commission Universitaire d'Orientation;

Considérant en droit que les services académiques n'auraient jamais dû accepter l'inscription du requérant à la Faculté et encore moins lui délivrer une carte d'étudiant et à plus forte raison l'autoriser à se présenter à l'examen de passage sans avoir au préalable reçu la réponse à la demande d'équivalence de diplôme, condition sine qua non d'admission à l'inscription à un degré universitaire;

Considérant que la circonstance que les services de la Faculté aient procédé irrégulièrement dans des situations similaires précédentes n'autorise pas HOUNYOWI Hilaire à exiger l'application à son profit des mesures administratives manifestement illégales;

.../... 9

Considérant alors que loin d'avoir pris à l'encontre du requérant une décision discriminatoire, l'Administration Universitaire ne s'est pas opposée à tort à la déclaration d'admissibilité de HOUNYOVI Hilaire;

Considérant qu'il échet dès lors de rejeter au fond le recours susvisé de HOUNYOVI Hilaire et de mettre les dépens à sa charge.

PAR CES MOTIFS:

DECIDE:

Article 1er. - Le recours susvisé de HOUNYOVI Hilaire est recevable en la forme;

Article 2. - Ledit-recours est rejeté;

Article 3. - Notification de la présente décision sera faite au Ministre des Enseignements Moyens et Supérieur, au Recteur de l'Université Nationale du Bénin, au Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Politiques, au requérant HOUNYOVI Hilaire et au Procureur Général du Parquet Populaire Central;

Article 4. - Les dépens seront à la charge du requérant HOUNYOVI Hilaire.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Populaire Centrale (Chambre Administrative) composée des Camarades:

Alexandre PARAISSO, Président de la Chambre Administrative
PRÉSIDENT;

Mouinou AMINOU et Laurent LEKE, Juges Professionnels,
CONSEILLERS;

Jean-Marie GNAMBODE et Hubert GNONHOUE, Juges Populaires
CONSEILLERS;

Et prononcé à l'audience publique du Mardi trente Septembre mil neuf cent quatre vingt six, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence du Camarade Pierre AHLIN
VI. COMLAN/ de la Section Administrative, MINISTERE PUBLIC;


Et de Maître Justin TOUMATOU, GREFFIER.

Et ont signé:

Le Président,

Le Greffier,


A. PARAISSO.


J. TOUMATOU.